



# CONVERGENCES 12

Feuille d'infos apériodique de l'Espace de Convergences de Caen - 5 janvier 2019- Prix libre  
Pour recevoir des infos, les prochains numéros en version numérique, prendre contact : maraiscaen@laposte.net  
Reproduction /diffusion libre et vivement encouragée...

## IL N'Y A PAS EU DE « RETOUR À LA NORMALE ». BONNE ANNÉE 2019... ET BON ACTE 8 !

Si le gouvernement comptait sur les fêtes de fin d'année pour enterrer le mouvement des gilets jaunes... ben c'est raté ! Et tout le monde s'attend, partout, à ce qu'il y ait sensiblement plus de gens dans les manif et actions de l'acte 8. On verra ça aujourd'hui même.

Ce qui est sûr, c'est que depuis deux-trois semaines, ça commence à sérieusement chauffer dans plusieurs villes supplémentaires du pays. C'est le cas, par exemple, à Nancy, Amiens, La Rochelle, Besançon, Rouen et Caen. Il semble qu'un peu partout un nouveau seuil de radicalisation pratique soit en train d'être franchi par le mouvement des gilets jaunes, poussé à bout par l'intransigeance du gouvernement et l'accumulation des brutalités policières.

Encore une fois, c'est le gouvernement qui porte l'entière responsabilité de ce qui peut se passer. Macron fait le choix de rester « droit dans ses bottes » et de ne rien lâcher promettant juste un « grand débat national » (comme si les gens allaient se contenter de belles paroles et de promesses) et une répression « sans complaisance ». Rien à voir avec ce que les gens revendiquent.

On va donc probablement vers une lutte prolongée, susceptible de s'étendre encore sur plusieurs mois, et de plus en plus âpre. Cela doit amener les gilets jaunes caennais-e-s à anticiper plusieurs points.

1°) La répression risque de grimper en intensité avec un maintien de l'ordre plus agressif (dans sa forme et ses moyens) et une volonté de faire un maximum d'interpellations et de contrôles d'identités pour identifier les « fauteurs de troubles », les faire plonger judiciairement, bref à la fois « cramer » rapidement le « noyau dur » du mouvement et apeurer tous-tes les autres.

2°) Le mouvement doit gagner localement en organisation ; assemblées régulières pour faire le point, commissions qui fonctionnent régulièrement pour mieux gérer la logistique, l'anti-répression, la communication, l'organisation des actions et des manif, la liaison avec d'autres luttes, avec les autres gilets jaunes du département et de la région.

3°) Maintenir pas mal d'actions plus « soft » à côté de celles plus « deters » pour continuer à rencontrer et intégrer des gens, populariser, entretenir la solidarité, ne pas être isolé-e-s face à la répression.



## LA DURE EXPÉRIENCE DES GILETS JAUNES FACE À LA RÉPRESSION

Pour la plupart des gilets jaunes, c'est leur premier mouvement de lutte sociale. Pousé-e-s par la nécessité, la colère contre les injustices et les inégalités, ils et elles sont descendu-e-s dans les rues du pays pour protester et revendiquer leur droit à une vie plus digne. En faisant cela, les gilets jaunes se sont attaqué-e-s à des forces très puissantes, l'État et le grand capital, qui sont prêts à aller très loin pour défendre leurs privilèges, leurs pouvoirs et leurs profits... y compris à réprimer très brutalement et massivement. Les gilets jaunes, qui sont très majoritairement citoyen-ne-s français-es, travailleurs-euses, des gens simples et respectables, ont alors dû faire la dure expérience de la répression et du mensonge médiatique systématique à leur encontre.

Mais, rassurez vous camarades gilets jaunes, vous n'êtes pas seul-e-s !

Bienvenue au club, de plus en plus vaste, des « réprouvé-e-s », des « pas comme il faut sur lequel-le-s on crache et on tape » : syndicalistes indociles « preneur-euses d'otages », ouvrier-e-s licencié-e-s qui incendient leur usine, sabotent leurs machines ou arrachent les chemises des cadres, black blocks révolutionnaires lanceurs de pavés, habitant-e-s multicolores des quartiers pauvres, jeunes des cités qui se soulèvent après les bavures, zadistes de Notre Dame Des Landes et d'ailleurs, antinucléaires de Bure et d'ailleurs, migrant-e-s misérables de Calais ou de Ouistreham qui cavalent pour échapper aux flics ou se cacher dans un camion en route pour l'Angleterre, fonctionnaires « planqué-e-s et privilégié-e-s », « chômeurs-euses/feignasses/assisté-e-s qui « coûtent un pognon de dingue »...

Vous verrez que c'est la plupart du temps juste des gens comme vous, simples et respectables, également à la recherche d'une vie plus digne, sur lesquels le monde politico-médiatique déverse aussi ses mensonges depuis des années pour entretenir, la peur, la division, la concurrence entre les misères, l'isolement et la toute faiblesse qui va avec tout ça... pour faire des voix, commander et exploiter tranquillement.

NON, la police ne viendra pas avec nous. NON, l'État, ce n'est pas nous, c'est eux, en haut, au dessus de nous. NON, ce n'est pas parce qu'on est aussi français-es qu'on a les mêmes intérêts que le patronat et la bourgeoisie d'ici. NON, ils ne respectent pas leurs propres lois, il nous les font respecter. NON la démocratie n'est pas vraiment démocratique... Ouais, c'est sûr, ça surprend au début quand on prend conscience de tout ça... Ça peut même faire mal. Mais ça endure, ça rend plus lucide sur le monde dans lequel on vit et sur la nécessité de le changer, ça aide à se redresser et à résister et, finalement, ça rend aussi beaucoup plus libre... Bienvenue au club en tous cas.

## Le gouvernement achète des centaines de flash-ball supplémentaires...

Le gouvernement a passé il y a peu de temps un « appel d'offre » pour l'achat de 450 flash ball à barillet de 6 coups, de type « Penn Arm » (qui peuvent lancer aussi bien des projectiles caoutchouc que des grenades lacrymos... ou militaires) et pour l'achat de 1280 flash ball « type LBD 40 » à un coup. Tout ceci afin d'augmenter encore la puissance de feu de ses forces de maintien de l'ordre face aux gilets jaunes... On ignore pour l'instant si les gilets jaunes ont lancé un appel d'offre pour l'achat de milliers de boucliers...



## Quand la France s'embrase... (ça continue)

**Acte 6, 22 décembre :** la mobilisation est repartie un peu partout à la hausse après un acte 5 faiblard le 15 décembre. Des affrontements à Paris, Toulouse, Nancy, Lyon, Rouen, Nantes, Bordeaux, Besançon, Montpellier, Lille, Dijon et autour du péage de Voreppe en Isère. Des péages incendiés du côté de Narbonne, Sigean et Lezignan.

À Caen, pas loin de 1500 personnes en manif et 5 à 600 gilets jaunes qui prennent ensuite le rond-point d'Iffs et coupent le périph dans les 2 sens pendant plusieurs heures. Les gendarmes mobiles sont chargés et chassés. On ne les revoit plus de la journée... La volonté de durcir le mouvement localement est palpable.

**Acte 7, 29 décembre :** Bon normalement y a jamais de manif à cette époque, mais, voyez vous, les gilets jaunes sont du genre tête-e-s... D'une manière générale, moins de monde en manif à 2 jours du nouvel an, mais on sent une grande détermination partout. Des affrontements à Paris, Amiens, Montpellier, Toulouse, Bordeaux, Lille, Nantes, Lyon, Tours, Dijon, Nancy, St Étienne, Metz, Besançon, La Rochelle, Rouen.

À Caen, journée EXPLOSIVE... Environ 1000 personnes en manif. Blocage de la RN13 à Carpiquet. Barricade en feu à l'entrée de la route qui mène à l'hypermarché CORA. 200 personnes s'y rendent et le font fermer. Affrontements avec les gendarmes. Plusieurs voitures de gendarmerie défoncées. Arrivée de renforts de gendarmes mobiles. Nouveaux affrontements tandis que les gilets jaunes se replient. Rendez vous est donné dans la foulée devant la préfecture. Au moins 150 personnes s'y retrouvent. Feu de poubelles devant le portail de la préf. La BAC charge seule à la grenade avant d'être rejointe par les gendarmes mobiles et la brigade d'intervention locale qui revient à toute vitesse de Carpiquet. Affrontements en centre-ville. Barricades, gazages et feux de poubelles un peu partout. Ça joue au chat et à la souris. Feu de poubelles devant la grille de la Banque de France vers 20H30. Encore des barricades et des feux dans les rues par un groupe d'une cinquantaine d'irréductibles. Derniers feux signalés sur le port vers 3H du matin. Ce même week-end, incendie du radar de Calix et des trésoreries publiques de Mondeville et Douvres-La-Délivrande. 13 interpellations recensées par la presse mais il y semble qu'il y en ait eu plus de 40. Des procès à venir et pas mal de « rappels à la loi ».

À signaler dans plusieurs régions, des interdictions totales de manif pendant les fêtes ainsi que des interdictions de vente et transport de pétards, feux d'artifice et liquides inflammables. Autant de signes de l'inquiétude du pouvoir...

## LES GILETS JAUNES SUSCITENT L'APPÉTIT ÉLECTORAL DES PARTIS...

À l'approche des élections européennes de mai, les gilets jaunes font saliver certains partis qui aimeraient bien les récupérer et s'en nourrir pour leurs propres intérêts...

Commençons avec Phillipot, le chef du micro-parti d'extrême droite « Les Patriotes » qui a eu le culot et l'indécence de déposer la « marque » « Les Gilets Jaunes » auprès de l'Institut National de la Propriété Industrielle, histoire de s'assurer le monopole de l'utilisation électorale du terme « gilets jaunes ». Comme si nous étions de vulgaires marchandises desquelles tirer un profit politicien...

Toujours à l'extrême droite Marine Le Pen aussi aimerait bien récupérer le mécontentement social des gilets jaunes sur des bases nationalistes et réactionnaires, même si elle est contre la hausse du SMIC et contre le fait de s'attaquer aux profits patronaux et aux aides publiques dont bénéficient les capitalistes et même si elle ne dénonce pas les brutalités policières qui visent les gilets jaunes (il faut dire que le vote RN est sensiblement plus élevé que la moyenne nationale chez les membres de la police et de la gendarmerie et qu'au RN on aime les politiques sécuritaires et répressives et qu'on dort les forces de l'ordre).

À gauche, c'est le Parti Communiste qui annonce qu'il intégrera des gilets jaunes à sa liste pour les européennes. Bien mal en point électoralement, le PC espère probablement se refaire ainsi une santé, tout comme la France Insoumise dont Mélenchon n'arrête pas de faire guili-guili aux gilets jaunes en espérant récupérer leurs voix.

**En ce qui nous concerne, c'est :**

**Ni Macron, ni Marine, ni Mélenchon, ni aucun-e autre !**

**Nous ne comptons que sur nous-mêmes, sur la lutte et l'organisation collective !**

## FORUM DES LUTTES

**SAMEDI 12 JANVIER À CAEN**

à l'Espace Convergence des Luttes au squat du Marais, 5 rue du Marais à Caen. Entrée libre.

L'Espace de Convergences des Luttes de Caen souhaite organiser régulièrement de tels forums de rencontres et de discussions autour des luttes sociales, qu'elles soient locales, nationales ou internationales. Voici le programme de ce premier forum :

**13h** : Accueil et introduction des discussions

**13h30 – 14h45** : retour sur les luttes victorieuses des travailleuses-euses de l'Hôpital Psychiatrique de Caen et des « Blouses Noires » de l'Hôpital du Rouvray (Rouen), avec la participation de militant-e-s.

Pause

**15h – 16h** : la lutte victorieuse des agents territoriaux-ales de Caen-la-mer, vue par un syndicaliste de SUD Collectivité Territoriale.

Pause

**16h15 – 17h45** : la lutte des cheminot-e-s et l'expérience de la « Rencontre Inter-gares de Paris », avec la participation de membres de ce collectif.

Pause

**18h – 19h15** : **Débat de clôture** : du surgissement des Gilets Jaunes aux mobilisations à venir : quelles formes, perspectives et convergences des luttes ? Débat animé par des membres de l'assemblée de l'Espace de Convergence des Luttes.

Apéro-grignotage final.

## Appel national à manifester dimanche 6 janvier pour les femmes gilets jaunes

Nous avons appris avec plaisir l'existence d'un appel national lancé par des femmes gilets jaunes. Les femmes participent massivement et activement au mouvement depuis le premier jour. Mais si les gilets jaunes ont de fort bonnes raisons de se révolter, les femmes gilets jaunes en ont encore plus ! Car ce sont les femmes qui subissent le plus la précarité ! À travail égal, elles touchent moins que les hommes (26% d'écart salarial moyen). 60% des emplois non qualifiés sont occupés par des femmes. 80% des emplois au SMIC sont occupés par des femmes. 80% des emplois à temps partiels sont occupés par des femmes. Seuls 17% des métiers sont mixtes. 57% des personnes au RSA sont des femmes. 56% des femmes retraitées touchent le minimum vieillesse. Les retraites des femmes sont inférieures de 40% en moyenne par rapport à celles des hommes. 2 fois plus de femmes que d'hommes sont obligées d'attendre 65 ou 66 ans pour demander leur retraite du fait de carrières incomplètes (souvent liées au fait d'avoir élevé les enfants). Les deux tiers des tâches ménagères restent effectuées par les femmes. 20% des femmes subissent du harcèlement sexuel au travail. Il y a 170 tentatives recensées (bien plus en réalité) de viols par jour dont 8 sur le lieu de travail. Une femme meurt tous les trois jours sous les coups de son compagnon.

Nous espérons que cet appel rencontrera du succès, qu'elles seront nombreuses à porter des revendications d'égalité homme-femmes face au pouvoir ET au sein du mouvement...

## NOUVELLE ATTAQUE DU GOUVERNEMENT MACRON CONTRE LES DROITS DES CHÔMEURS-EUSES

Le gouvernement Macron vient de faire passer en douce, entre Noël et le nouvel an, un décret durcissant encore le flitage des chômeurs-euses et alourdissant considérablement les sanctions à leur égard en cas de « manquements ».

En cas d'absence à un rendez-vous, au lieu des 15 jours de suspension annoncée, le décret prévoit finalement un mois de suspension des droits, 2 mois en cas d'absence à un second rendez-vous et 4 mois en cas d'absence à un troisième.

En cas de « manquement » aux obligations de recherche d'emploi, les droits ne seront pas suspendus pour un certain temps mais « supprimés ». On perd donc l'accès aux droits et il faut apparemment réussir à retravailler un peu pour pouvoir les ouvrir de nouveau.

Le refus de 2 « offres raisonnables » d'emploi entraîne également la suppression des droits, en signalant au passage que le fait de chercher un boulot avec un salaire égal au dernier emploi n'est plus déclaré recevable. L'État décide donc que désormais une offre est raisonnable même si elle implique de toucher un salaire nettement inférieur qu'avant. Et si tu refuses 2 offres pourries, ben t'as plus droit à rien...

Pour finir, les chômeurs-euses devront tenir eux/elles-mêmes « un journal de bord numérique » où sont notées toutes leurs démarches pour trouver du boulot et permettre à Pôle Emploi d'évaluer s'il y a « manquement » aux obligations de recherche... et radiation définitive.

Ce décret répressif, sous prétexte de lutter contre la fraude (à peine 0,5% des chômeurs-euses indemnisé-e-s ont trafiqué leur dossier selon l'aveu même de Pôle Emploi et seulement 8% des chômeurs-euses indemnisé-e-s ne cherche-

raient pas vraiment de boulot) va permettre d'opérer de nombreuses radiations, pour faire baisser artificiellement un peu les chiffres du chômage, et permettre surtout de réaliser des économies budgétaires sur le dos des chômeurs-euses tout en mettant la pression pour accepter à peu près n'importe quel boulot de merde proposé par le patronat... sans que ce dernier n'ait à augmenter les salaires et améliorer les conditions de travail pour rendre ses jobs plus attractifs. L'idée est clairement de contraindre les gens à accepter ce qu'on leur donne.

Mais, bon, tout ça ne changera rien pour la majorité des chômeurs-euses ! Ben oui, parce que la majorité des chômeurs-euses (hors RSA et Allocation Spécifique de Solidarité, environ 500 euros/mois dans les 2 cas) NE SONT PAS INDEMNISÉ-E-S DANS PRÈS DE 60% DES CAS ! Et quand ils et elles le sont, c'est à seulement à 900 euros/mois en moyenne (avec lesquels ces salauds de pauvres sont censés se barrer en vacances aux Bahamas au lieu de chercher du taf d'après un député LREM)...

Au-delà de ce décret, le projet de réforme de l'assurance chômage devra être remis au gouvernement fin février par les « partenaires sociaux » (patronat et syndicats) avec obligation de réaliser de 3 à 3,9 milliards d'euros d'économies supplémentaires sur 3 ans... sur le dos des chômeurs-euses.

Le statut des intermittent-e-s (120 000 personnes) est évidemment de nouveau dans le collimateur du patronat et du gouvernement. Ça sent également la réduction du montant des allocations, voire la réintroduction de leur dégressivité, la hausse du nombre d'heures travaillées pour ouvrir des droits et autres joyeusetés capitalistes. Affaire à suivre de près donc.

## QUELQUES RÉFLEXIONS AUTOUR DU RÉFÉRENDUM D'INITIATIVE CITOYENNE

Depuis quelques temps le Référendum d'Initiative Citoyenne (RIC) est beaucoup mis en avant par une partie des gilets jaunes, comme une sorte de « solution miracle ». Nous voyons au fondement de cette revendication un sain désir de se réapproprier collectivement sa destinée et de créer une démocratie plus authentique et proche de la population. Pour autant, en ce qui nous concerne, nous ne ferons pas de cette revendication notre cheval de bataille. Voici pourquoi :

Nous pensons que, par nature, le système politique et social actuel ne concèdera jamais à la population qu'il cherche à gouverner et exploiter un tel pouvoir référendaire (supposé, dans le RIC, pouvoir être révocatoire, abrogatoire, législatif et constituant). Ils ne donneront jamais à la population les moyens légaux de mettre fin à leur domination. Et si un RIC est accordé, alors ce sera un RIC « canada dry » vidé de tout son potentiel subversif et transformateur, fermement limité dans ses objectifs possibles par des institutions bourgeoises comme le conseil constitutionnel, limité aussi par des nombres minimaux de pétitionnaires et des délais de recueil des signatures intenables pour les citoyen-ne-s de base... mais pas pour les gros appareils politiques qui s'en serviront pour faire la promotion de leurs programmes et de la surenchère électoraliste en agitant des thématiques potentiellement très nauséabondes, répressives, xénophobes, stigmatisantes. Eh oui, il ne faut pas oublier non plus que le fait qu'une décision soit majoritaire ne la rend pas forcément juste et désirable...

Et puis comment croire à une campagne « pour ou contre » équitable lorsque

presque tous les médias nationaux et régionaux sont entre les mains du grand capital et au service de ses intérêts.

Le simple fait que tant de partis politiques, et même le gouvernement, se déclarent « ouverts à la discussion » sur le RIC doit nous mettre la puce à l'oreille.

Ensuite, ce n'est pas parce qu'un référendum donne un certain résultat que le résultat est appliqué par le pouvoir. Le référendum sur le traité européen de Maastricht en 2005 en est une illustration parmi beaucoup d'autres. Encore une fois, il est très courant que le pouvoir ne s'applique pas à lui-même ses propres lois ou qu'il se contente de modifier la façade des choses pour qu'au fond tout continue comme avant, de changer l'emballage pour refoirguer finalement la même camelote...

Et puis, le RIC a pour vocation de nous envoyer à l'isoloir, chacun-e dans notre coin, alors qu'on voit bien, depuis le 17 novembre, que c'est lorsqu'on est ensemble dans la rue, sur les ronds-points, dans les assemblées et les actions qu'on leur fait peur. Et pour finir, on parle beaucoup du RIC pour le peuple « français », ce qui met à l'écart les étranger-e-s qui ont pourtant souvent les mêmes problèmes et les mêmes colères que nous, qui en 36, dans les maquis, en 68 et dans tant d'autres luttes se sont engagé-e-s aussi. Ça nous gêne.

Tout comme la prétention de certain-e-s partisan-e-s du RIC à faire passer cette revendication avant toutes les autres. Pourtant comme l'a bien dit quelqu'un sur la page facebook des gilets jaunes : « C'est pas le RIC qui va remplir le frigo... ».